

anticoncurrentiel mais également pour tenir compte de la nature toujours plus globale du milieu dans lequel nous devons opérer.

- D'importantes réformes ont été introduites pour permettre l'intégration des services financiers et pour libéraliser les règles de propriété étrangère applicables aux investisseurs financiers. Par exemple, les institutions étrangères peuvent maintenant acquérir des maisons de courtage canadiennes. Et de nouvelles réformes sont prévues pour rendre nos services financiers davantage concurrentiels au plan international.
- Les réformes apportées à la réglementation de l'énergie et du transport pour accorder bien plus d'importance aux forces du marché ont permis aux industries de se restructurer et d'accroître leur efficience.
- Les grandes privatisations ont touché la Corporation de développement du Canada, de Havilland Aircraft, Canadair, les Arsenaux canadiens, Téléglobe et Fisheries Products International, et le processus de privatisation d'Air Canada et de l'Eldorado nucléaire se poursuit.
- Les anciennes politiques restreignant l'investissement étranger ont été abandonnées. L'Agence d'examen de l'investissement étranger a été remplacée par Investissement Canada, qui a pour mandat d'accroître l'investissement étranger au Canada.
- Et nous avons suivi une politique de valorisation du commerce, premièrement en élaborant une stratégie de négociations commerciales au plan multilatéral sous l'égide du GATT et au plan bilatéral avec les États-Unis, et deuxièmement en développant de nouvelles possibilités de croissance, surtout en Europe et dans les pays de la bordure du Pacifique.

Avec ces initiatives, le Canada a délaissé les politiques souvent introverties des années 70 et du début des années 1980. Aux dernières élections générales, les Canadiens ont été invités à décider s'ils voulaient poursuivre cette nouvelle approche ou revenir aux politiques du passé.